

# Enseigner l'économie de marché

**LA CHRONIQUE DE  
HÉLÈNE REY**



**U**ne catastrophe ambulante : c'est ainsi que Michel Rocard a récemment caractérisé l'enseignement de l'économie dans les lycées français. Devant l'émoi suscité par ses propos auprès des enseignants de sciences économiques et sociales, il les a ensuite nuancés quelque peu. L'ancien Premier ministre souligne néanmoins « l'inculture économique de la France en général » et « le manque de conscience collective de vérités comme "la gratuité n'existe pas, tout service a toujours un coût" ou comme "tout déficit doit finalement être résorbé, tout prêt doit finalement être remboursé" ». De fait, et sans vouloir diaboliser qui que ce soit, l'inspection des manuels du secondaire montre qu'ils laissent la portion congrue aux principes de base de l'économie comme les mécanismes de l'offre et de la demande, la formation des prix ou la contrainte budgétaire. Ces notions sont pourtant la pierre angulaire du raisonnement économique et de l'économie de marché. Elles sont aussi très utiles dans la vie quotidienne et dans le débat politique. En revanche les manuels s'étendent sur les côtés plus descriptifs ou sociologiques de la discipline et soulignent les effets pervers de l'économie de marché. Mais ces critiques du marché surviennent sans avoir d'abord expliqué son fonctionnement.

L'économie de marché a maintenant été adoptée par la quasi-totalité des pays de la planète, c'est sans doute qu'elle présente quelques avantages. On marche sur la tête. On fait des « antimanuels » d'économie avant d'avoir des manuels. Il est légitime et important de discuter du problème du chômage et des inégalités. Mais il serait intellectuellement plus productif d'introduire des outils permettant de saisir leurs causes et déterminants. De même, il est universellement admis par les économistes que réguler une économie de marché est indispensable. Mais, avant de discuter régulation, ne doit-on pas comprendre comment le marché fonctionne et où exactement résident ses imperfections ?

Les sondages internationaux montrent une défiance exceptionnelle des Français vis-à-vis du marché, de la libre entreprise et de la mondialisation. On peut certes remonter à Colbert ou invoquer des raisons culturelles profondes pour expliquer cela. Mais peut-être vaudrait-il la peine de se demander tout simplement si le système éducatif français ne tend pas à véhiculer ces valeurs. Une analyse récente de manuels scolaires allemands et français semble montrer une présentation tendancieuse de sujets ayant trait à l'économie, l'entreprise et la mondialisation (1). C'est ainsi que l'un des principaux manuels d'histoire utilisé pour la préparation à Sciences po stipule que « la croissance économique impose une forme de vie conduisant au surmenage, au stress, à la dépression nerveuse, aux maladies cardiovasculaires et, selon certains, au développement du cancer ». Quant à la mondialisation, elle conduit à « la soumission du monde au marché », ce qui constitue un « vrai danger culturel ». Les adjectifs qualifiant le capitalisme sont « brutal, sauvage, néolibéral ». Un manuel allemand explique la croissance remarquable de l'Inde et de la Chine par l'importance de leur secteur étatique et leurs mesures protectionnistes alors que les pays d'Afrique subsaharienne ne croîtraient pas en raison du caractère ultralibéral de leurs économies...

De même, on déplore souvent que les Français créent peu d'entreprises par rapport aux autres pays développés. Une présentation plus pragmatique et informative du rôle de l'entreprise dans la société pourrait peut-être contribuer à susciter plus de vocations entrepreneuriales chez les étudiants. Heureusement, on voit apparaître des sites Internet éducatifs novateurs visant à pallier les insuffisances du système scolaire traditionnel dans ce domaine (2). A l'heure où des réformes économiques importantes sont plus que jamais nécessaires pour permettre la cohésion sociale de la France et le bien-être des Français, il faut assurer une formation économique de qualité aux citoyens. Sans cela, le nécessaire débat démocratique sur l'opportunité des réformes comme celles proposées par la commission Attali ne pourra avoir lieu. Les gouvernements pourront s'affranchir d'évaluations objectives des politiques économiques mises en place et répéter leurs erreurs. Les déficits des finances publiques continueront de se creuser au détriment des futures générations. Et la qualité du dialogue social continuera d'être médiocre.

HÉLÈNE REY est professeur à la London Business School.

(1) [www.foreignpolicy.com](http://www.foreignpolicy.com)

(2) [www.canal-educatif.fr/economie.htm](http://www.canal-educatif.fr/economie.htm)